

Budget—M. Andras

M. Fox: Monsieur l'Orateur, je me demande si l'honorable député accepterait que je lui pose une courte question pour clarifier sa position? Si la présidence le permet, je demanderais à l'honorable député si, au sujet de la taxe d'accise, il est contre la taxe de 25c. le gallon, ou s'il est favorable au maintien de cette taxe d'accise pour autant qu'elle soit transférée à la province de Québec?

M. Roy (Beauce): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu tout à l'heure à ces questions aux journalistes. Je n'ai aucune crainte de m'exprimer à la Chambre. Nous nous y opposons clairement et catégoriquement. Je remercie le député de me donner une minute de plus, c'est un sujet qui est extrêmement important, cette hausse de 7c. à 25c. de la taxe sur les carburants. Nous nous y opposons fondamentalement. J'aimerais savoir, cependant, du côté de l'opposition, ce qu'on entend faire et ce qu'on entend proposer, et si on est prêt à s'engager au sujet de cette taxe? Bien sûr, si elle devait être changée, ce n'est quand même pas nous qui en avons la responsabilité, si l'opposition est d'accord et si elle entend continuer à travailler dans ce sens-là advenant un changement de gouvernement; il faudrait bien sûr que nous exigions, et ce sera notre responsabilité, qu'on fasse en sorte que cette taxe retourne là d'où elle vient, c'est-à-dire dans les provinces.

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur l'Orateur, je serais vraiment ravi si je pouvais obtenir autant d'attention que le député qui m'a précédé et dont les propos ont été suivis par certains avec un vif intérêt pour des raisons qui échappent évidemment à plusieurs d'entre nous. A vrai dire, j'en doute fort. Si c'était le cas, ce serait pour des raisons différentes. Néanmoins, le mystère reste entier. Nous ignorons quelle est la position du député et de son parti. Je suppose que nous devons attendre encore un peu.

Au risque de ne pas paraître assez partisan, je dois admettre que, depuis deux mois, j'attendais le budget avec certains espoirs et de modestes attentes. Comme j'ai moi-même été chargé du Conseil du Trésor et, par la suite, du Conseil des ministres du développement économique, je sais évidemment que, depuis dix ans, il est difficile de limiter les dépenses et de parvenir à une expansion économique suffisante, ce qui est le seul moyen de financer les dépenses du gouvernement.

● (1630)

Plus particulièrement, à l'époque où je faisais partie du Conseil des ministres du développement économique, en analysant les techniques mises au point par Keynes et par d'autres dans le but de nous tirer du marasme économique et du désespoir dans lesquels nous avons sombré par suite des excès tristement célèbres de l'orthodoxie conservatrice des années trente, techniques qui se sont révélées utiles pour notre pays et pour bien d'autres au cours de la période où la croissance économique était constante j'ai acquis la conviction de plus en plus profonde qu'elles étaient périmées et qu'il nous fallait, sans aucun doute, des mesures innovatrices et différentes.

Si le ministre des Finances (M. Crosbie) avait publié dans la documentation relative au budget présenté l'autre soir quelques détails et statistiques portant sur les deux ou trois dernières années du gouvernement précédent, ou se serait rendu compte qu'au moment de sa défaite, en mai dernier, le gouver-

[M. Roy (Beauce).]

nement libéral était déjà en bonne voie de restreindre les dépenses dans les limites du taux d'inflation nominal ajouté en taux de croissance réel, et en-deçà du taux de croissance nominal du PNB. Cela ne fait aucun doute.

Des voix: Oh, oh!

M. Andras: Les députés d'en face peuvent bien rire, mais l'examen des faits leur fera constater la véracité de mes propos, et je suis sûr qu'ils préféreront la vérité aux fantasmes.

En effet, nous appliquons des mesures qui, à mon avis, amélioreraient la situation de notre économie. Quoi qu'il en soit, le chômage est en baisse depuis deux ans, et, au début de l'année, notre taux d'inflation était inférieur de trois points à celui des États-Unis.

Étant donné notre conviction que les mesures économiques qui répondaient le mieux à cette nouvelle situation étaient déjà en vigueur et qu'elles donnaient de bons résultats, mes collègues et moi-même avons été un tant soit peu bouleversés par la liste notoire, et aujourd'hui en grande partie oubliée, des promesses des députés du gouvernement actuel lors de la dernière campagne électorale. Nous y avons décelé une tentative de la part des conservateurs de s'emparer du pouvoir en essayant de faire avaler aux Canadiens un programme électoral conçu de façon à surpasser, par son absurdité et son irresponsabilité, toutes les bévues commises antérieurement par les conservateurs et même, je crois, par tout autre parti jamais élu dans ce pays.

Les élections ont eu lieu. Nous sommes revenus ici. Nous avons attendu pendant des mois et des mois que le gouvernement s'installe et se mette au travail. Nous avons poussé un soupir de soulagement mêlé d'inquiétude quant au cynisme qui en découlait—quand le ministre des Finances nous a déclaré sans complexe: Il est bien évident que ce que mon parti a dit pendant la campagne électorale ne comptait pas. Et nous avons été encore plus soulagés quand il a ensuite donné à entendre que tout ce que pourraient promettre les membres de son parti, y compris le premier ministre (M. Clark) son chef, ne portait pas plus à conséquence.

Pendant tout ce temps, nous nous sommes demandé à quoi le nouveau gouvernement conservateur pouvait bien passer son temps, puisqu'il avait laissé tomber toutes ses promesses de la campagne électorale. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas sans un certain espoir que je me suis présenté ici l'autre soir pour entendre le ministre des Finances nous faire son exposé budgétaire. Malheureusement, j'ai eu beau écouter, lire son texte, examiner les documents, je n'y ai personnellement rien trouvé de très décevant.

Le gouvernement avait enfin l'occasion d'exposer ses conceptions, le résultat de 17 longues années de réflexion sur l'économie canadienne, dans ce budget qui était le premier en 17 ans comme l'a dit l'autre soir le ministre des Finances. Donc, il a présenté dans son budget, à un électorat plein d'expectative, tout ce que sa compétence et son expérience et ses espoirs pour l'avenir national dont il rêvait depuis 17 ans ont pu lui inspirer de mieux. Et ce cadeau précieux dont il nous a assommé l'autre soir, il l'a appelé «budget de réalisation de notre potentiel».